

Compte-rendu de la réunion du 2/05/2018

Présents : Yves Marchal, François Buton, Géraldine Rouiller, Philippe Souchet, Florence Dauvergne, Nicole Piola, Annie Grizonnet-Renaud, Laurence Mouquet.

Marche citoyenne le 26 mai

L'AAFD, association qui travaille avec le Cada de Fontaines sur Saône, s'occupe de prendre en charge les marcheurs à la gare d'Albigny.

Florence, Géraldine et Daniel se sont inscrits pour le transport entre Villefranche et Anse le soir.

L'ADASV souhaite profiter de l'occasion pour contacter les correspondants de presse locaux et faire parler de son action. Voir avec Cécile (collectif local de la marche) pour voir ce qui est possible. Réunion d'organisation le 14 mai prochain. Géraldine y va, mais il serait bien de régler ces questions en amont. Yves contacte la Voix de l'Ain et François contacte le Progrès (Jacques Chirouze).

Il faudra prévoir des tracts pour la marche ou pour le stand à l'arrivée.

Collecte

Les contributions atteignent 325 euros par mois au 2/05/18.

Nous sommes proches du but. Il faut compter environ 400 euros par mois pour un studio sur Trévoux ou Jassans. Si on vise un appartement, c'est 500 € charges comprises. Philippe prendra contact avec Dynacité (ou autre bailleur social).

Merci à chacun de solliciter son carnet d'adresse... Il manque 35 personnes qui versent 5 €

La marche citoyenne des migrants sera l'occasion de nous faire connaître.

Pour trouver qui loger, nous pourrons nous adresser à Adoma (beaucoup de réfugiés ont été mis à la rue suite à la fin de la trêve hivernale), ou à « Cent pour un toit » à Bourg-en-Bresse (voir le mail de François Buton, qui a pris contact avec Missette depuis cette réunion).

Etats généraux des Migrations

Les États Généraux des Migrations sont issus d'un processus lancé suite au démantèlement de la jungle de Calais, dans lequel sont impliqués des centaines de collectifs et d'associations locales ou nationales présentes sur le terrain aux côtés des personnes étrangères. Partout en France, ces acteurs se concertent pour être force de proposition afin d'obtenir un changement radical de la politique migratoire, notamment de la loi « asile et immigration ». Aujourd'hui, la loi est passée en

première lecture, mais le compte-rendu donne des arguments pour expliquer pourquoi elle n'aurait pas dû être votée.

http://aidons.org/wp-content/uploads/2018/05/EGM_restitution-abr%C3%A9g%C3%A9-Villefranche.pdf

La prochaine réunion est fixée au 23 mai à 20h à la mairie de Sainte Euphémie